

LE DROIT EN FICHES ET EN TABLEAUX

Le droit administratif général en tableaux

2^e édition

Anne Geoffroy

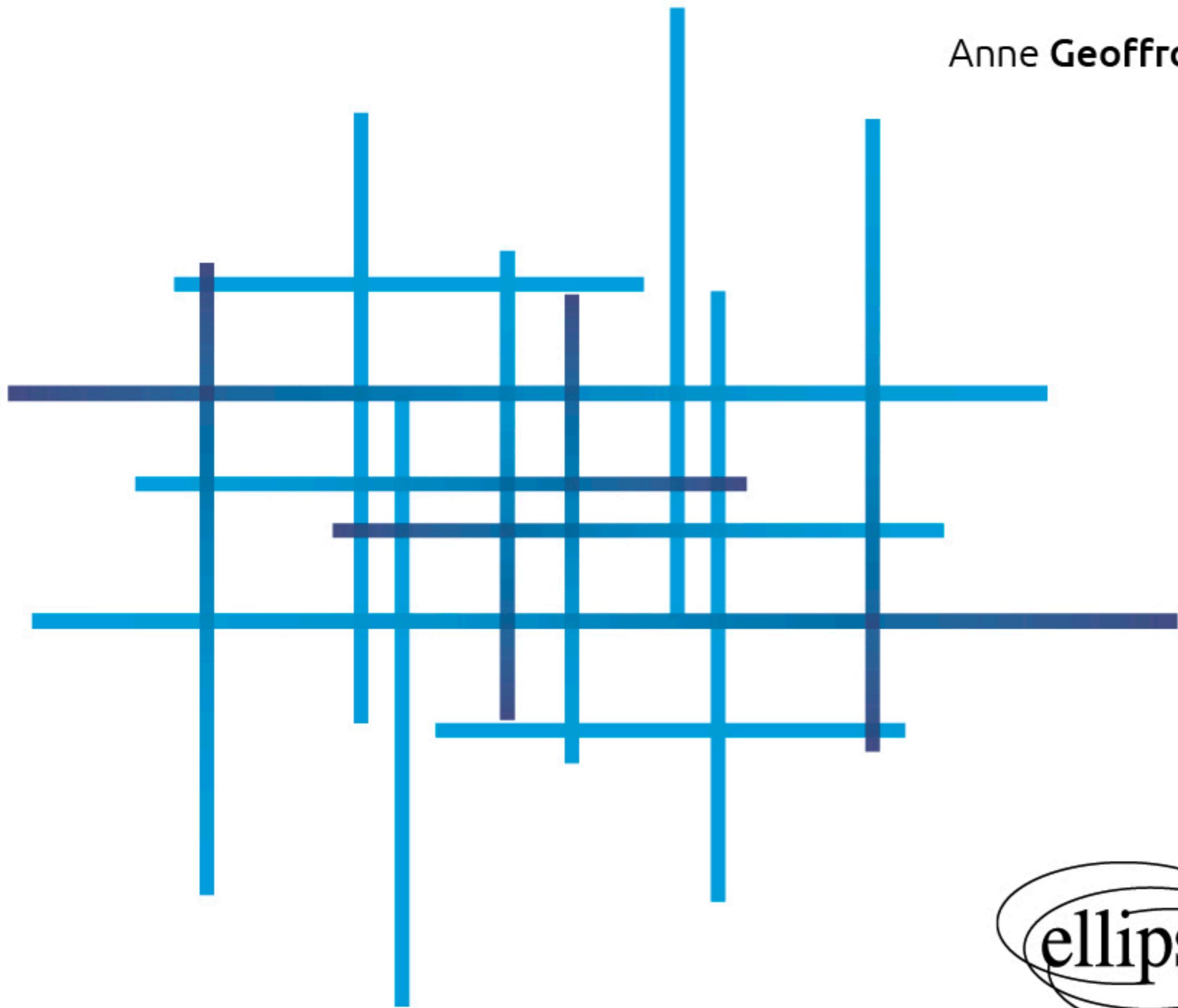


Table des matières

Sommaire.....	3
Table des abréviations	5
Bibliographie.....	7
Introduction.....	9
Note au lecteur	11

Partie 1

Les buts de l'action administrative

Chapitre 1. La satisfaction de l'intérêt général par l'activité de service public	14
Section I. La notion de service public	14
§ 1. L'évolution des critères d'identification du service public	14
A. Le critère finaliste: la poursuite de l'intérêt général.....	16
1. L'intérêt général, une notion évolutive.....	16
2. SP obligatoires et SP facultatifs	18
B. Le critère organique: la présence directe ou indirecte d'une personne publique	20
1. Un service public classiquement géré par une personne publique.....	20
2. Un service public possiblement géré par une personne privée sous le contrôle d'une personne publique	20
C. La question du critère fonctionnel.....	22
§ 2. La distinction SPA-SPIC.....	28
A. L'apparition des SPIC.....	28
B. Les éléments de la distinction SPA-SPIC	30
Section II. Le régime juridique du service public.....	34
§ 1. Le principe de mutabilité du service public	34
A. Définition et fondement	34
B. Effets du principe	34
§ 2. Le principe de continuité du service public.....	36
A. Définition et fondement	36
B. Effets du principe	36
1. Les effets du principe sur le droit de grève des agents du service public	36
2. Les autres effets du principe de continuité.....	40

§ 3. Le principe d'égalité devant le service public.....	42
A. Définition et fondement du principe d'égalité devant le service public.....	42
B. Principe d'égalité devant le service public et discriminations entre catégories d'usagers	44
1. La discrimination résulte de la loi	44
2. Il existe une différence de situation appréciable entre les usagers	46
3. Un intérêt général en lien avec le service justifie la discrimination	48
C. Principes d'égalité, de neutralité et de laïcité dans le cadre du service public	50
1. Effets du principe de laïcité sur les agents du service public.....	52
2. Effet du principe de neutralité sur les usagers du service public.....	52
Chapitre 2. La préservation de l'ordre public par l'activité de police administrative	56
Section I. La notion d'ordre public	56
§1. La définition traditionnelle et objective de l'ordre public.....	56
§2. La question de l'extension de la notion d'ordre public à des éléments subjectifs	58
A. L'intégration de la notion de dignité de la personne humaine parmi les composantes de l'ordre public.....	58
B. Le refus actuel d'ériger la moralité publique en composante de l'ordre public	60
C. Le refus d'appréhender la laïcité comme une composante de l'ordre public	62
Section II. La distinction entre police administrative et police judiciaire	64
§ 1. La mise en œuvre d'un critère finaliste.....	64
§ 2. L'hypothèse des opérations mixtes.....	66
Section III. Les concours entre polices administratives.....	68
§ 1. Le concours entre plusieurs autorités de police générale	68
A. Les autorités de police administrative générale.....	68
B. Le pouvoir de substitution d'action du préfet.....	70
C. L'aggravation, au niveau local, des mesures adoptées par l'autorité étatique	70
§ 2. Le concours entre police générale et police spéciale	72
A. Présentation des polices administratives spéciales	72
B. Encadrement du concours entre police spéciale et police générale.....	74
1. La même autorité détient un pouvoir de police générale et un pouvoir de police spéciale.....	74
2. L'autorité de police spéciale et l'autorité de police générale sont distinctes	74

Section IV. L'encadrement de l'exercice des pouvoirs de police administrative	76
§ 1. L'obligation d'user des pouvoirs de police administrative.....	76
A. Conditions de légalité du refus de faire usage de ses pouvoirs de police.....	76
B. Mise en jeu de la responsabilité pour carence de l'autorité de police.....	76
§ 2. Les conditions de légalité d'une mesure de police administrative.....	78
A. Le contrôle du but de la mesure de police administrative.....	78
B. Le contrôle de la stricte nécessité de la mesure de police	80
1. Un contrôle <i>in concreto</i>	80
2. La méfiance du juge administratif vis-à-vis des interdictions générales et absolues.....	80

Partie 2

Les moyens de l'action administrative

Chapitre 1. L'acte administratif unilatéral	84
Section I. La notion d'acte administratif unilatéral.....	84
§ 1. Les critères d'identification de l'acte administratif unilatéral	84
A. La définition classique de l'acte administratif unilatéral	86
B. La définition moderne de l'acte administratif unilatéral	86
1. Acte de droit privé adopté par une personne publique.....	86
2. Acte administratif adopté par une personne privée	86
§ 2. Typologie des actes administratifs unilatéraux	88
A. Acte explicite / Acte implicite	88
B. Acte individuel / Acte réglementaire	88
C. Acte décisoire / Acte non décisoire	90
1. Critère de distinction entre acte décisoire et acte non décisoire	90
2. Acte décisoire et notions proches	92
3. Actes non décisaires	94
Section II. Le régime de l'acte administratif unilatéral	98
§ 1. L'apparition de l'acte administratif unilatéral.....	98
A. L'adoption de l'acte administratif unilatéral.....	98
1. L'acte est-il soumis à l'obligation de motivation ?	98
2. L'acte est-il soumis à une procédure contradictoire ?.....	100
3. L'acte est-il soumis à une procédure consultative ?.....	102
B. L'entrée en vigueur de l'acte administratif unilatéral	104
§ 2. La disparition non contentieuse de l'acte administratif unilatéral	106
A. L'abrogation des actes administratifs unilatéraux.....	108
1. L'abrogation des actes non créateurs de droits	108
2. L'abrogation des actes individuels créateurs de droits	108
B. Le retrait des actes administratifs unilatéraux	110
1. Le retrait des actes non créateurs de droits.....	110
2. Le retrait des actes créateurs de droits.....	110

Chapitre 2. Le contrat administratif	114
Section I. La notion de contrat administratif.....	114
§ 1. Les hypothèses de qualification législative du contrat	116
A. Les marchés publics	116
1. Critère organique.....	116
2. Critère matériel.....	116
3. Critère de la rémunération.....	116
B. Les concessions de services ou de travaux	118
§ 2. Les critères jurisprudentiels du contrat administratif	120
A. Le critère organique.....	120
1. La présence directe d'une personne publique parmi les parties au contrat.....	120
2. La présence indirecte d'une personne publique	122
B. Les deux critères matériels alternatifs	128
1. Le contrat a pour objet l'exécution d'un service public	130
2. Le contrat reconnaît des pouvoirs exorbitants du droit commun à la personne publique	136
Section II. Le régime des contrats administratifs	144
§ 1. Les droits et obligations de l'administration	144
A. Les obligations de l'administration.....	144
B. Les droits de l'administration	144
1. Les pouvoirs de direction et de contrôle	146
2. Le pouvoir de sanction	146
3. Le pouvoir de modification unilatérale	148
4. Le pouvoir de résiliation unilatérale dans l'intérêt général	148
§ 2. Les droits et obligations du cocontractant.....	150
A. Les droits et obligations du cocontractant en l'absence d'évènement troublant l'exécution du contrat	150
B. Les droits et obligations du cocontractant en présence d'un évènement troublant l'exécution du contrat	150
1. La force majeure	152
2. L'imprévision.....	152
3. Le fait du Prince	154

Partie 3

L'encadrement juridique de l'action administrative

Chapitre 1. Les sources du droit administratif	158
Section I. Les sources constitutionnelles	158
§ 1. Le bloc de constitutionnalité.....	158
A. Les articles constitutionnels	160
1. Les règles utilisées par le juge administratif.....	160
2. L'interprétation des dispositions constitutionnelles	162

B. Le Préambule de la Constitution.....	164
1. Contenu du Préambule.....	164
2. Valeur juridique du Préambule de la Constitution et des textes auxquels il renvoie	166
C. Les principes à valeur constitutionnelle	168
§ 2. Les contrôles de constitutionnalité	170
A. L'incompétence du juge administratif pour contrôler la constitutionnalité des lois et des traités	170
1. L'incompétence du juge administratif pour contrôler la constitutionnalité des lois	170
2. L'incompétence du juge administratif pour contrôler la constitutionnalité des traités.....	170
B. La compétence du juge administratif pour contrôler la constitutionnalité des actes administratifs	172
1. La compétence de principe du juge administratif	172
2. Les exceptions à la compétence du juge administratif.....	172
Section II. Les sources internationales	174
§ 1. Le droit international général	174
A. Les conditions à l'effet juridique des traités.....	174
1. Le contrôle du respect des conditions de l'article 55.....	174
2. Les conditions de l'effet direct des traités	178
3. La question de l'interprétation des traités.....	178
B. Les contrôles de conventionnalité exercés par le juge administratif	180
1. L'admission immédiate du contrôle de conventionnalité des actes administratifs.....	180
2. L'exercice plus tardif d'un contrôle de conventionnalité des lois	180
§ 2. La spécificité des normes communautaires.....	186
A. Le droit primaire.....	188
B. Les règlements communautaires.....	188
C. Les directives communautaires.....	190
1. Définition des directives communautaires.....	190
2. L'évolution de la jurisprudence administrative sur les effets juridiques des directives non transposées dans les délais	192
3. Le contrôle des actes de transposition des directives en droit interne.....	196
Section III. Les sources législatives et réglementaires	200
§ 1. Les lois	200
§ 2. Les règlements	200
Section IV. Les principes généraux du droit.....	202
§ 1. Notion de principe général du droit (PGD)	202
A. Apparition des PGD.....	202
B. Modalités de création des PGD	204
C. PGD de première et seconde générations.....	204

§ 2. Valeur juridique des PGD.....	206
A. Une valeur supra-décretale et infra-législative	206
B. PGD et notions proches.....	208
1. PGD et principes à valeur constitutionnelle	208
2. PGD et PFRLR	208
3. PGD et PGD communautaires.....	208
4. PGD et principes généraux du droit international (PGDI).....	208
5. PGD et principes à valeur supplétive	208
Chapitre 2. Le contentieux de l'action administrative.....	210
Section I. Le recours pour excès de pouvoir (REP).....	210
§ 1. Les conditions de recevabilité du REP.....	210
A. L'intérêt à agir du requérant.....	212
B. Les caractéristiques de l'acte contesté par la voie du REP	214
1. Un acte unilatéral	214
2. L'acte doit être de nature administrative.....	214
3. L'acte doit être un acte administratif unilatéral décisoire ou un acte de droit souple produisant des effets notables	220
4. L'acte doit être un acte administratif unilatéral décisoire faisant grief.....	222
C. Le respect des délais de recours	226
1. Le principe : la computation des délais par l'accomplissement des formalités de publicité	226
2. L'atténuation du principe	228
§ 2. Les cas d'ouverture du REP	230
A. Les moyens de légalité externe	230
1. Le vice d'incompétence*	230
2. Le vice de procédure*	230
3. Le vice de forme*	230
B. Les moyens de légalité interne	232
1. Violation directe de la loi	232
2. Détournement de pouvoir ou de procédure	232
3. Contrôle des motifs.....	232
§ 3. Les différents degrés de contrôle du juge de l'excès de pouvoir	236
A. Le contrôle minimum	236
B. Le contrôle restreint ou contrôle de l'erreur manifeste d'appréciation (EMA).....	238
C. Le contrôle normal*	238
Section II. Le contentieux de la responsabilité.....	244
§ 1. Les conditions communes d'engagement de la responsabilité en droit administratif	246
A. L'existence d'un préjudice réparable	246
B. Un fait en relation avec l'activité administrative.....	246
C. Les causes exonératoires de responsabilité.....	248

§ 2. La distinction entre responsabilité pour faute et responsabilité sans faute	250
A. Le régime de droit commun de la responsabilité pour faute.....	252
1. La faute à l'origine du dommage	252
2. La charge de la preuve de la faute	258
3. La gravité de la faute.....	258
B. Les régimes d'exception de responsabilité sans faute.....	260
1. La responsabilité sans faute fondée sur le risque	260
2. La responsabilité sans faute fondée sur la rupture d'égalité devant les charges publiques.....	268
3. La responsabilité fondée sur la garde.....	272
Index	275